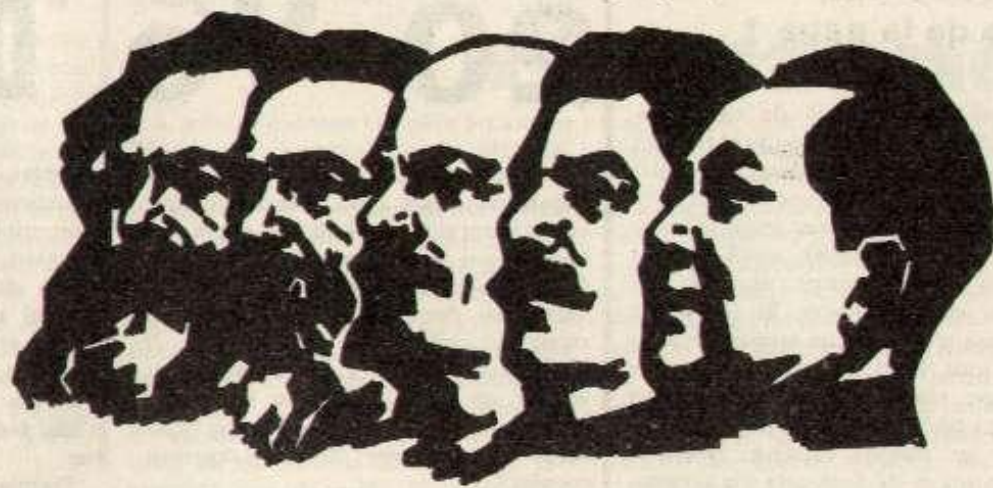


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 41 / 12 OCTOBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69397 LYON CEDEX 3

Messmer, selon le rituel du parlementarisme bourgeois, a présenté, le 4 octobre, son programme de gouvernement. Longue enfilade de promesses (et de mensonges).

Pour la classe ouvrière, il n'y a là rien de neuf. Simplement, il est encore plus clair que tous les partis bourgeois, de l'UDR au P"C"F et au PS, en passant par les giscardiens, et quels que soient leurs porte-parole occasionnels (Chaban ou Messmer) utilisent pour le moment le même catalogue, au fond, de promesses pour entretenir les illusions réformistes, électorales dans la classe ouvrière.

Voici les échantillons les plus en vue du catalogue.

CHOMAGE

Alors que les statistiques officielles avouent 664.000 chômeurs Messmer déclare sans broncher : "le plein emploi est pratiquement réalisé". Mais en fait, il promet des mesures pour aménager, organiser le chômage. Il appelle ça : "aide aux jeunes à la recherche d'un premier emploi" (jeunes chômeurs) ou "primes aux salariés qui changent de région" (chassés de leur région par le chômage, comme en Lorraine ou dans le Nord). Déjà promis par Chaban en mai 72, et promis noir sur blanc par le PS/PC : "les indemnités de chômage seront revalorisées et leur attribution élargie (jeunes à la recherche d'un premier emploi...)" p. 57.

Autre mesure promise : "mensualisation du SMIC qui permettra à tous les travailleurs d'être rémunérés sur la base de 40 h. par semaine en cas de diminution d'horaire ou de réduction passagère d'activité (= chômage partiel). Mis à l'étude depuis 2 ans par Chaban-PS-P"C"F : pas d'allocation

chômage inférieure au SMIG. En clair, cela veut dire que l'extension du chômage est prévue.

SALAIRES

"Relèvement prévu du SMIC supérieur à la moyenne de l'accroissement des salaires". Déjà promis en août. Programme commun : "Le salaire minimum progressera plus vite que la moyenne des salaires" (p. 54). Tout cela pour masquer le fait que les salaires réels des ouvriers (et en particulier "le minimum vital") baisse continuellement.

Quant aux salaires féminins : "un projet de loi tendra à l'égalité effective de salaires féminins et masculins. Vieille rengaine reprise en chœur par le PS et le P"C"F : "les femmes disposeront de droits égaux à ceux des hommes en matière de salaire". (p.95). Or, il y a déjà eu la loi du 19 Février 1950, le décret du 23 Août 1950, la chose est inscrite dans la Constitution de 1958, et il y a même eu une loi le 13 juillet 1971. Ce qui n'a en rien, empêché l'écart entre salaires masculins et féminins de se creuser et d'atteindre au moins 20 %.

L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL

Messmer : "Le gouvernement créera... un organisme pour l'étude et l'amélioration des conditions de travail". Marchais-Mitterrand : "la politique industrielle devra... améliorer la nature et l'intérêt du travail". (p. 56). Sans doute, de tels organismes vont-ils débattre de l'enrichissement du travail, ou de l'élargissement des tâches, ces nouveaux moyens imaginés par le capitalisme pour intensifier le travail.

Ca, c'est les promesses pour faire croire que l'exploitation capitaliste peut disparaître à coup de lois, de

mesures et autres réformes, progressivement. Pour masquer la nécessité d'abattre le système capitaliste.

Messmer a exhibé aussi d'autres projets qui traînent depuis longtemps dans les tiroirs du P"C"F, du PS et aussi des giscardiens. Il s'agit là de faire croire que le système d'oppression, de dictature de la bourgeoisie a besoin de quelques retouches, seulement, pour se transformer en démocratie pour les masses.

Par exemple, faire croire aux jeunes, aux jeunes ouvriers surtout, que ça irait mieux pour eux s'ils votaient. Messmer : "J'ai posé la question d'abaisser l'âge du droit de vote". PS-PC : "La majorité et le droit de vote à 18 ans seront instaurés". (p.99)

Pour essayer de dissimuler la pourriture, la corruption qui est la règle même du parlementarisme bourgeois, le programme commun promet : "les partis et les candidats aux élections devront publier leur budget" (p. 49). Messmer est d'accord : "comptabilité par les candidats des frais qu'ils ont exposés et des aides de toute nature qu'ils auront reçues". Comme si cela pouvait gêner des politiciens bourgeois de fabriquer quelques fausses factures de plus.

Autre trouvaille. L'énorme machine d'état bourgeoise opprime et presse les masses, en permanence et de mille manières. Mais voilà, le gouvernement désignera un "médiateur" entre l'administration et les administrés et tout se passera mieux ! c'est l'avis du P"C"F et du PS qui ont imaginé, eux aussi, leur "ombudsman" : "Le Parlement élira pour 3 ans un délégué parlementaire à la liberté qui aura pour fonction d'enquêter sur les violations de la liberté individuelle"

(suite page 2)

CHABAN EN JUIN, MESSMER AUJOURD'HUI, LES MEMES PROMESSES !



contre les manœuvres du P"C"F

SOUTENONS LES LUTTES DES PEUPLES INDOCHINOIS

UN SEUL OBJECTIF
LA VICTOIRE TOTALE,
UNE SEULE VOIE,
LA GUERRE DU PEUPLE

Il fut un temps où les révisionnistes combattaient ouvertement le mot d'ordre "FNL VAINCRA" comme gauchiste et aventuriste. Aujourd'hui, le développement des victoires du peuple vietnamien, et l'activité de soutien des marxistes léninistes au Vietnam, surtout avant mai 68, les ont contraint à reprendre ce mot d'ordre. Mais si les ficelles sont moins grosses, c'est la même ligne de capitulation qui est derrière.

Le FNL vaincra, mais grâce aux négociations de Paris : pour les révisionnistes tout se ramène aux négociations de Paris. J.E. Vidal, encore lui, écrivait dans l'human du 6 juin : "Le GRP combat, non pour s'emparer du pouvoir, mais pour préserver les éléments d'union, non pour obtenir une victoire militaire mais pour imposer une solution politique". Balayer la prise du pouvoir et ne retenir qu'une solution politique négociée, voilà la ligne révisionniste. Or la question du pouvoir est bien la question clef du Vietnam, et la prise du pouvoir ne peut être que politique, et militaire, et ne peut être réglée que sur le terrain au Vietnam. Le GRP combat bien pour la conquête du pouvoir ; ou bien les Américains reconnaissent à la conférence de Paris le gouvernement à 3 composantes, ou bien ils persistent à imposer leur domination et le peuple vietnamien est déterminé à lutter jusqu'à la victoire totale. C'est également cette question du pouvoir qui détermine, à chaque étape du rapport de forces politique et militaire sur le terrain, l'objet des négociations par exemple aujourd'hui le gouvernement

à 3 composantes. En réalité, pour le GRP, les négociations ne sont que la seule issue honorable... pour l'impérialisme US, alors que le P"C"F lui, y voit la seule issue possible (comme Y. Moreau dans l'human du 27.4).

Le FNL vaincra, mais grâce à l'aide internationale : sous-estimer le rôle de la lutte au Vietnam même et sur-estimer le rôle du soutien international, vont de pair. Pour les révisionnistes, c'est l'opinion internationale et non principalement la lutte du peuple vietnamien, qui contraindra l'impérialisme US à capituler. Et de plus, cela permet aux révisionnistes de mettre en avant la soi-disant aide du social-impérialisme soviétique. Encore un peu et la victoire du peuple vietnamien deviendra une victoire de la coexistence pacifique : c'est ainsi que les révisionnistes soviétiques avaient salué la victoire du peuple algérien !

Le 15 octobre, les révisionnistes appellent les jeunes à manifester leur solidarité aux peuples d'Indochine sur les mots d'ordre : "Jeunes on assassine nos frères", "Pas une minute à perdre" et "Vietnam, Indochine victoire". De larges couches de la jeunesse sont touchées par la propagande du P"C"F sur le Vietnam, et tous ne sont pas révisionnistes loin de là. Quelle attitude avoir vis à vis de ces jeunes ? Quel "soutien" leur propose le P"C"F ? Telles sont les questions auxquelles nous avons à répondre.

LA VICTOIRE
DES PEUPLES D'INDOCHINE
EST INELUCTABLE

Quel camp remportera la victoire ? Celui des peuples indochinois. Et quel type de victoire ? Une victoire totale, l'élimination militaire et politique de l'impérialisme US et de ses laquais en

(suite page 4)

messmer... chaban

suite de la page 1

Malgré la longueur de ces rabâchages, Messmer n'a à peu près rien dit de toute une série de questions vitales pour l'impérialisme français : sa stratégie vis-à-vis des autres impérialismes (USA, URSS, Europe), vis-à-vis des colonies et néo-colonies, vis-à-vis des bastions du socialisme. Si les partis bourgeois n'étaient pas aujourd'hui au grand jour leurs divergences sur ces questions, par contre ils sont d'accord pour, au parlement, faire miroiter aux masses les mêmes illusions quant à l'amélioration de leur sort ; la comparaison du programme commun PS-PC et du programme de Messmer est éloquent : comme le disait Mitterrand, "vous avez grappillé dans notre programme" ! Le "changer la vie" ou le "vivre mieux" de Marchais-Mitterrand, la "société plus juste" de Messmer visent le même but : détourner les masses de la révolution !

depuis un an

20 % DE CHOMEURS EN PLUS

Novembre 1971 : 12.000 licenciements annoncés chez Wendel Sidelor en Lorraine ; 600.000 chômeurs avoués par la bourgeoisie elle-même. Chaban déclare à Nantes : "Le problème de l'emploi se pose différemment aujourd'hui qu'il y a 6 mois... Il ne s'agit pas de s'accommoder d'un volant de chômage". Et Fontanet d'annoncer, en janvier 72, des "mesures" pour réduire "l'érosion du plein emploi".

Octobre 1972 : 18,4 % d'augmentation officielle du chômage en un an (de juillet 71 à août 72), 2,2 % d'augmentation en un mois (de juillet à août) soit 684.000 chômeurs.

Messmer déclare : "le plein emploi est pratiquement atteint."

De qui se moque-t-on ?

Car les chiffres sont là, impi-

toyables, et encore nous n'avons pas actuellement les chiffres de septembre, mois où les demandes d'emploi augmentent énormément à cause, entre autre, de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail (augmentation de 13,4 % entre août et septembre 71). Et pourtant, si ces chiffres existent, ce n'est pas la faute de la bourgeoisie qui n'épargne aucun moyen pour les falsifier.

Premier truquage : les statistiques offertes sont celles de l'Agence Nationale pour l'Emploi. Or tous les chômeurs n'y sont pas inscrits, et pour en tenir compte, les experts bourgeois "calculent" un certain pourcentage de chômeurs non inscrits par rapport aux chômeurs inscrits. De 1962 à 1968, c'était 70 % des chômeurs non inscrits par rapport aux inscrits. Depuis 1968,

alors que le chômage a augmenté, les "experts" ont baissé ce pourcentage à 30 % sous prétexte que l'Agence pour l'Emploi est devenue plus efficace ! (voir FR 20). C'est en gardant le pourcentage de 70 % que l'on arrive au chiffre plus conforme à la réalité de 684.000 chômeurs en août 72. Or, ce chiffre n'inclut que les chômeurs "au sens strict" dont bourgeoisie et patronat tendent à diminuer le nombre en ne considérant comme vrai chômeur que celui qui est resté plus de 3 mois sans travail.

Deuxième truquage : ne jamais publier de statistique sur les chômeurs dits "marginiaux", tous ceux qui sont obligés de chercher du travail parce que le capitalisme a détruit leurs conditions d'existence, (artisans ruinés, petits paysans qui quittent les terres), parce qu'ils arrivent pour la première fois sur le marché du travail. En 1971, l'INSEE estimait déjà à 725.000 le nombre de personnes qui travaillaient si la possibilité leur en était donnée !

Troisième truquage : "l'oubli" des chômeurs partiels. L'INSEE ne publie plus d'enquête sur le chômage partiel depuis 1966 ! tous les travailleurs dont l'horaire est en dessous de 40 h, tous les travailleurs saisonniers, les ouvriers lockoutés, les travailleurs (femmes d'ouvriers entre autres) obligés de faire un travail à mi-temps, les travailleurs employés par les officines de travail temporaire (voir FR 21). Or leur nombre ne fait qu'augmenter : le chômage partiel est un moyen habile pour le capital d'accroître l'exploitation de la classe ouvrière et de masquer le chômage complet.

Ainsi, en fait de plein emploi, c'est une aggravation considérable du chômage que la bourgeoisie fait subir à la classe ouvrière. Depuis la rentrée, les annonces de licenciements et de fer-

metures d'usines ne cessent d'arriver : 200 licenciements annoncés chez DIM, 500 aux chantiers du Trait (Seine Maritime), 500 à SNIAS Marignanne, 64 chez CNMP-Berthiez à Givors, 35 chez Orega Vincennes, fermeture de Leclabard à Troyes (100 licenciements), d'Euro Fac à Montrbrison (165 licenciements), 1.465 personnes en 18 mois chez Berliet ; journées chômées en septembre à Renault Billancourt, une heure de chômage par semaine depuis le début de l'année chez Berliet, et la liste est loin d'être close.

Pourquoi la bourgeoisie essaye-t-elle particulièrement aujourd'hui de maquiller la montée du chômage ? Son officine, l'INSEE, le dit clairement : "Vouloir assainir le marché du travail en pratiquant une politique de relance, c'est courir le risque de relancer la hausse des prix." Le gouvernement veut tenter de faire croire à la classe ouvrière qu'il veut résoudre les problèmes les uns après les autres. Quand Fontanet prétendait résorber le chômage, le gouvernement faisait le silence sur la hausse des prix. Pompidou, dans sa dernière conférence de presse admettait la hausse des prix, Messmer, dans la sienne parle de plein emploi. Pendant ce temps, Ceyrac, candidat à la présidence du CNPF, le 22 septembre, donne des directives aux patrons pour camoufler le chômage jusqu'aux élections de 73. Quant à l'intensification du travail, il n'est plus question d'en parler depuis que Pompidou a déclaré au Mans qu'il pensait aux OS. Poursuivons ! La classe ouvrière subit et les effets du chômage et les effets de la montée des prix et les effets de l'intensification du travail. Les luttes contre la paupérisation ont déjà repris : à Philard contre les salaires au rendement, à Jaeger-Caen contre les cadences, à Euro fac contre les fermetures....

wendel-sidelor

chômage planifié

En octobre 71, Dherse, PDG du trust Wendel-Sidelor, annonce le plan de restructuration qui doit permettre à son trust d'être compétitif dans la production de l'acier. Cette course au profit maximum signifie pour la classe ouvrière une exploitation accrue et entre autres, la "suppression" étalée jusqu'en 1975, de 12.500 postes dans la sidérurgie de Lorraine.

Un an à peine après son annonce, cette restructuration se traduit pour la classe ouvrière par une progression du chômage, une forte baisse des salaires, des conditions de vie et de travail toujours plus difficiles.

DES LICENCIEMENTS "LEGAUX"

En octobre 71, Dherse avait précisé : "il n'y aura pas de licenciements, les suppressions de postes seront réalisées grâce aux départs volontaires, aux départs naturels, aux mutations avec reclassement et au non-renouvellement des contrats de 4.000 ouvriers temporaires". Ce plan est aujourd'hui appliqué à la lettre.

— Les 4.000 ouvriers temporaires, à l'expiration de leur contrat, se retrouvent sur le pavé. La majorité d'entre eux, les immigrés, quittent la région ou sont purement et simplement expulsés, comme la famille Chtioui à Thionville et les 3 jeunes du Konacker.

— Les préretraites (ce que Dherse doit appeler départs naturels) : elles frappent à Micheville 173 ouvriers depuis le 1^{er} juillet et avant la fin de 73 : tous les ouvriers de 60 ans et plus seront par ce moyen condamnés au chômage. La seule différence sera que la faible somme qui leur est versée s'appelle préretraite au lieu d'allocation de chômage.

— Les "maîtres de forge" font miroiter aux ouvriers des possibilités de s'en sortir en se reclassant dans d'autres entreprises (ce que Dherse appelle départ volontaire). Des entreprises comme Boldinot, la Socomat, ou la CMM et autres requins venus toucher la prime de "création d'emploi", se proposent d'embaucher les ouvriers menacés de licenciement, pour ensuite rééditer le coup de Pinchart-Deny, dont se souviennent tous les ouvriers lorrains. Il y a quelques années cette usine avait touché des millions pour reclasser les ouvriers d'Aubrives Villerupt. Elle en avait embauché une centaine pour les licencier aussitôt en se déclarant en faillite.

— D'autre part Wendel profite de la relative désorganisation des ouvriers de la sidérurgie (classe ouvrière ancienne et possédant de fortes traditions de lutte dispersée aux 4 coins de la vallée de la Fensch) pour leur faire passer des tests (discussion avec un psychologue loué pour la circonstance). Ces tests d'après Thomas de la direction de Micheville, permettent "d'avoir une meilleure connaissance du personnel, ce qui ne peut que lui rendre service pour une meilleure orientation en cas de mutation". En fait Wendel veut pouvoir utiliser au mieux, (c'est à dire tirer le maximum de profits) la force de travail dont il dispose. De plus ces tests permettent à Wendel de licencier en priorité les ouvriers les plus combattifs, les "fortes têtes".

Dherse a bien essayé de camoufler les licenciements, de leur donner diverses appellations, d'expulser des ouvriers, tous cela ne peut masquer une réalité : le chômage qui frappe les

ouvriers de la sidérurgie de Lorraine. De plus la restructuration de l'industrie sidérurgique avait débuté bien avant le plan de Wendel, ce qui fait qu'entre 66 et 71 il y a eu 8.500 suppressions d'emplois dans le bassin de Longwy.

La fermeture complète (pour Micheville, Villerupt, les unités de production de Knutange et de Fronderies-Serremange) ou partielle (Homécourt, Hayange, St-Jacques) ne fera qu'accélérer ce processus. Déjà chaque année sur les 1.400 jeunes gens qui cherchent un emploi, 1.200 sont condamnés au chômage ou doivent immigrer en Belgique ou en Allemagne, ou être "frontaliers" et travailler au Luxembourg. Rien qu'à

Dans une lettre adressée le 22 septembre aux présidents des chambres syndicales de "l'Union des Industries Minières et Métallurgiques", Ceyrac mange le morceau : "Le chiffre de demandes d'emploi non satisfaites s'est accru de juin à juillet et ce mouvement va s'amplifier dans les mois à venir... Le nombre de demandes d'emploi non satisfaites risque d'atteindre d'ici peu un niveau record..."

Il demande alors aux patrons de participer aux truquages de statistiques de l'Agence Nationale pour l'Emploi, ceci jusqu'au printemps 73 !

"Il faut donc que la montée des demandes soit équilibrée et au-delà, par la montée des offres. Sinon la majorité des gens, sensibilisés à l'excès, sera persuadée d'ici peu que la situation de l'emploi est dangereusement dégradée : ceci peut peser lourd au moment où elle aura à faire certains choix".



Les ouvrières occupent une usine pour lutter contre la fermeture, donc le chômage.

Longwy, et toujours entre 66 et 71, 568 ouvriers sont partis au Luxembourg et 58 en Belgique.

Les ouvriers qui ont été reclassés à la Sollac ou à Sacilor ne sont pas plus favorisés que ceux qui d'une manière ou d'une autre ont été licenciés.

— Les pertes de salaire sont systématiques : les mutés du train à fers (petit matériel) de Hayange-St-Jacques, ont subi une perte moyenne de 400 F pour un OS 2. Dans une des équipes de maçons-fumistes, les OP 3 ont été déqualifiés et sont passés OP 2, les OP 2 P 1. Le maintien jusqu'à aujourd'hui du salaire ne doit pas donner lieu à des illusions : il peut être réduit à tout moment.

Allongement de la journée de travail : les reclassés sont contraints à de longs déplacements. Il faut plus de 3/4 heure pour aller de Villerupt à Hayange, autant pour revenir. De plus la prime de transport est dégressive : les 6 premiers mois, gratuits ; les 6 mois suivants, à demi-tarif ; ensuite De Wendel participera aux frais... "dans une certaine mesure". Alors que les tarifs augmentent : 1 carnet de la "Transfensch" de 20 tickets passe de 420 à 450 en juillet.

— La mutation à la "Sollac" et le passage généralisé en continu accroît considérablement la fatigue et détruit la vie familiale (3 dimanches sur 4 sont passés à l'usine).

— Détérioration des conditions de logement : Wendel-Sidelor a depuis longtemps récupéré les capitaux investis dans ses logements. Cela ne l'a pas empêché d'augmenter ses loyers pendant qu'il annonçait la suppression des 12.500 postes.

Pour ceux qui restent à Wendel, de 70 F ils passent à 100 F pour atteindre dans une seconde étape 180 F.

Pour ceux qui ont changé d'exploiteurs le loyer est passé de 120 à 180 F.

D'autre part, Wendel Sidelor ne fournira plus de matériaux pour réparer ou rénover le logement. Tout cela sera désormais à la charge des ouvriers.

Les ouvriers à qui la bourgeoisie et les révisionnistes avaient fait miroiter des conditions "intéressantes" (différents prêts) pour "accéder à la propriété" et qui se sont laissés prendre se retrouvent avec un logement, des traites à payer et pas de travail : impossible de vendre dans une région où les usines ferment. La solution reste dans le déplacement. D'où plus de 2 heures de trajet par jour.

Une entreprise qui s'est implantée à Micheville a racheté les immeubles d'ordres ou sont logés les immigrés. Première conséquence : le loyer d'une chambre (2 lits par chambre) passe de 120 à 200 F.

LES REVISIONNISTES A LA RESCOUSSE DE WENDEL SIDELOR

Face à cette offensive en règle du trust Wendel-Sidelor, les révisionnistes ont "mobilisé" sur des thèmes tels que : "application honnête de la convention sociale", "reclassement équitable", "extension de la préretraite", des thèmes qui ne peuvent qu'aider Wendel-Sidelor à atteindre ses objectifs !... Les révisionnistes cherchent tous les moyens de diviser la classe ouvrière : ils incitent les ouvriers à aller au Luxembourg ou leur conseillent de s'embaucher chez les "chasseurs de primes de création d'emploi". Ils étouffent la combativité des ouvriers dans les manifestations où les commerçants et toutes les couches petites-bourgeoises prennent la vedette.

mâcon

au c.e.t., le prof. c.g.t. prépare au chômage

Au CET de Mâcon, profs CGT et bourgeoisie répandent les mêmes illusions sur l'avenir de futurs ouvriers.

Dans quelques classes, un film de l'Education Nationale est projeté et ensuite animé par un prof syndiqué à la CGT. Ce film veut nous montrer que :

1. La modernisation des machines, l'automatisation, supprime le travail à la chaîne. Des images nous montrent des machines de transfert qui exécutent seules le travail. On ne voit pas d'ouvriers spécialisés (OS)

2. Pour faire marcher ces machines, il faut une main d'œuvre qualifiée. (On voit un seul homme qui s'occupe totalement de la marche des machines, plus une équipe d'entretien, électriciens, mécaniciens qui sont prêts à intervenir en cas de panne.)

3. Que cette main d'œuvre qualifiée sera, paraît-il, celle que l'on prépare dans les CET. S'ils travaillent bien, un métier de régleur sur des machines transfert les attend à la sortie... Ben, voyons !

Ce que, bien sûr, le film ne dit pas, c'est qu'en régime capitaliste, la machine chasse l'ouvrier. Pas un mot, non plus, sur le chômage qui attend des milliers de jeunes à la sortie des CET. Pas un mot sur la formation que l'on reçoit au CET et qui ne nous prépare sûrement pas à conduire des machines transfert, mais plutôt au travail à la chaîne ou au chômage.

Un débat succède au film. L'intervention d'un élève ouvre la discussion : "Le film est un film de propagande gouvernementale". Ce n'est pas l'avis du prof CGT. Pour lui : "L'automatisation permettra d'avoir une meilleure qualification, supprimera le travail à la chaîne, et puis, les horaires de travail seront réduits ou même supprimés. Ce sera le loisir continué... !". Rien que ça.

Ainsi, non seulement, le prof de la CGT reprend et défend les mêmes arguments que le film de la bourgeoisie mais encore, il fait de la surenchère

démagogique en promettant aux jeunes la civilisation des loisirs... ! Mais peut-être avons nous mal compris quand il parlait de "loisirs continus", il voulait sûrement dire chômage pour les ouvriers... !

Mais le chômage, le million de chômeurs en France, les 5 millions aux Etats Unis, ça ne l'intéresse pas. On passe très vite....

Quant aux problèmes de la qualification, on a beau lui dire que c'est du baratin, qu'on ne se fait pas d'illusions, vu que le pourcentage d'OS par rapport à celui des OP ne fait qu'augmenter (en 1953, sur 1.000 ouvriers, 475 étaient qualifiés contre 352 en 1958), ça il ne veut pas le comprendre, c'est bizarre... !

Par rapport à tout ça, les réactions des gars de la classe sont positives. Tout le monde est d'accord (sauf un) sur le fait que le film est une propagande gouvernementale, propagande qui, en plus, est faite par un prof CGT. Certaines illusions existaient encore sur ce prof qu'on disait de gauche... Cette fois, il est complètement démasqué. A la sortie du film-débat, on entend des réflexions ironiques du genre : "C'est bien les gras, quand on va sortir du CET, au lieu d'une allocation chômage, on va toucher une allocation-loisirs !".

Cette réaction des gars n'est pas spontanée. L'année dernière, tout un travail d'explication politique a été fait sur la question du chômage et de la qualification. Mais cependant, nous n'avions pas développé de travail sur ce qu'est la CGT, les syndicats et le P.C.F., faux parti communiste. C'est ce travail qu'il devient urgent de faire. Déjà par ce petit exemple, nous pouvons montrer comment la bourgeoisie et la gauche avec son programme commun veulent appliquer la même politique de dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, et que la bataille qui les oppose, décidera juste d'un changement de maître pour l'esclavage.

Correspondant Mâcon.

l'exploitation à renault vue par un revisionniste

Nous étions sur le marché de Gennevilliers avec notre panneau sur la fête de l'humain, grande foire capitaliste. Un révisionniste, ouvrier à Renault, nous accroche "vous ne racontez que des saloperies".

Nous : "ça n'est pas vrai qu'à la fête de l'humain il y avait de la réclame pour des firmes capitalistes, pour Honeywell Bull qui fait des bombes à billes que Nixon envoie sur le Vietnam ? ça n'est pas vrai qu'il y avait Renault et d'autres ?". Lui : "Non, ça n'est pas vrai, et puis Renault n'est pas une firme capitaliste". Nous : "ça n'est pas une firme capitaliste ? Les ouvriers de Renault ne sont pas exploités comme les autres ouvriers ?". Lui : "Non, Renault, n'est pas une firme capitaliste. Moi, je suis ouvrier de Renault, je ne suis pas exploité. Renault est une usine nationalisée". Un petit attroupement s'était formé : le réviso s'en va en nous insultant, pendant qu'une femme dit : "Mais c'est un vrai patron ce gars là".

Nous voilà renseignés sur les nationalisations promises dans le programme PS/PC : dans de telles usines ce sera comme à Renault aujourd'hui : intensification du travail, faibles salaires, et tout cela pour le profit des capitalistes !

Correspondant Gennevilliers

usinor-dunkerque CAPITAL ASSASSIN !

Nouveaux assassinats du capital sur les chantiers d'Usinor ! Le 14 septembre un ouvrier est tué sur le chantier de l'acierie n° 2. Peu auparavant, sur le même chantier, un ouvrier avait eu les jambes sectionnées. Le 29 septembre à 8 h 15 sur le chantier de Mardyk une poutre de roulement s'écroule à la suite d'une manœuvre commandée par le chef d'équipe pour aller plus vite, et de la rupture d'une pince d'élingage qui était en tôle ordinaire au lieu d'être en acier spécial coulé (au minimum). Elle entraîne 4 monteurs dans sa chute. Bilan : 2 morts, 2 blessés. Les ouvriers se rassemblent. Le patron, Cochez, n'ose pas faire reprendre le travail.

Ces "accidents" gênent Usinor : ça cause du remue-ménage. Aussi pour cacher sa responsabilité, il fait parader régulièrement sur les chantiers ses ingénieurs pour "imposer" des mesures de sécurité. Ce qui n'empêche pas les accidents de se multiplier. Les marxistes-léninistes ont montré comment ces assassinats sont en fait consciemment organisés par les patrons des PME de montage (comme Cochez) et le trust Usinor, la main dans la main : l'adjudication est faite aux boîtes qui montent les bâtiments le plus vite et

au plus bas prix. Pour accélérer encore les travaux, Usinor octroie des primes si le travail est fini avant le délai fixé ! Pressé d'exploiter des ouvriers dans ses nouveaux bâtiments, Usinor pousse le sous-traitant à exploiter au maximum les ouvriers du montage. Les boîtes de montage essaient d'augmenter toujours d'avantage cette part du profit que veut bien leur laisser Usinor, et font monter la ferraille toujours plus vite ! CAPITAL ASSASSIN !

USINOR COCHEZ COMPLICES !

Correspondant Usinor



lens grève à firestone

L'usine Firestone installée à Lens en 71, est un exemple concret des "débouchés" offerts aux mineurs et aux jeunes fils de mineurs de la région Nord-Pas-de-Calais par le capitalisme, une de ces boîtes qui viennent s'installer ici pour tirer profit du chômage, en empochant les primes et en exploitant toujours au maximum les quelques ouvriers qu'elle emploie (70 ouvriers à Firestone). Il s'agit d'une production de câbles métalliques pour les armatures de pneus. Pas de sécurité : par exemple pas de grille de protection pour l'étrépage. Ou alors il faut payer : par exemple 50 F pour avoir des chaussures de sécurité ! Les salaires plafonnent autour de 900 F par mois avec travail pénible en feu continu (4 x 8) et en postes (3 x 8). En plus, tous les prétextes sont bons pour pénaliser l'ouvrier : ainsi 15 minutes retirées pour le moindre retard, souvent dû au passage à niveau qui est juste devant l'usine et qui se trouve fermé à l'heure de rentrée. Le 7 septembre c'est la grève. La première depuis l'installation de l'usine. Parmi les revendications : "suppression du tra-

vail en feu continu ou majoration du travail des dimanches et jours fériés", 20 % d'augmentation. Dès le début les pressions patronales sont d'autant plus fortes que d'abord les ouvriers restent isolés (pas d'occupation ni de piquet) : un contremaître fait du porte à porte et distribue promesses et menaces. Pourtant la combativité de ces jeunes fils de mineurs ne fait que se renforcer : un piquet est organisé qui construit des mini-barrages pour empêcher les voitures de passer. Réponse du capital : début d'intervention des flics. Le 25, un commissaire vient enlever le barrage, que les ouvriers refont tout de suite après. Le 27 : occupation de l'usine et du bureau du patron qui est acculé à la négociation. Le travail reprend le lendemain : 50 % d'augmentation pour les dimanches et jours fériés, 35 centimes d'augmentation pour tous, avec primes de postes de 10 à 15 centimes. Les requins de Firestone n'ont pas d'illusions à se faire : la classe ouvrière du nord est fidèle à ses traditions de lutte.

Correspondant

le programme PS - PC

Dans les quelques lignes que leur programme commun consacre au chômage, PS et P" C" promettent que s'ils arrivent au gouvernement, "dans l'immédiat" "Les indemnités de chômage seront revalorisées et leur attribution élargie" et "toute décision de licenciement devra être soumise au comité d'entreprise avec possibilité de recours suspensif devant les juridictions du travail" (page 56). "Les comités d'entreprise et d'établissement, les délégués du personnel... seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, le licenciement..." Ainsi, nous sommes prévenus : chômage et licenciements seront maintenus "dans l'immédiat" une fois PS et P" C" au gouvernement. Mais, diront-ils, il y a une différence de taille : il n'y aura plus de "licenciement arbitraire" décidé par les patrons, puisque CE et délégués devront être "consultés"...

Qu'est-ce que les travailleurs doivent entendre par là ? L'accord sur l'emploi du 10 février 69 décidait (titre 2) : "information et consultation du comité d'entreprise sur les projets de licenciements collectifs pour raison économique", ceci se traduisant par : prévenir 8 jours à l'avance pour le licenciement de 10 à 50 personnes, 1 mois avant le licenciement de 100 personnes ou plus ; en cas de réduction brutale des commandes, prévenir 1 mois avant pour 10 à 200 personnes, 2 mois avant pour 201 à 300 personnes, 3 mois pour plus de 300 personnes, en cas de fusion ou de concentration. Cet accord qui admet les licenciements massifs à condition d'être "prévenus un peu à l'avance", a été signé avec le CNPF par toutes les organisations syndicales, au 1er rang desquelles la CGT, et salué ainsi par "L'Humanité" du 7.2.69 : "la perspective de cet accord va placer la France au 1er rang des pays capitalistes en matière de sécurité de l'emploi".

DES RECLASSEMENTS CONVENANT PARFAITEMENT AU CAPITALISME !

Pour "rassurer" les travailleurs inquiets de cette conception originale en matière de "sécurité de l'emploi", le programme commun précise (p. 106) : "tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit". Mais là encore, il y a de quoi être inquiet, lorsqu'on sait que le fameux accord de février 69, dont la CGT a dit que "c'est le résultat de longues luttes menées par les travailleurs pour l'emploi, et une conséquence importante de la grève de mai-juin 68", quand on sait que cet accord a placé en tout et pour tout sous le chapitre : "garanties prévues en cas de mutation et de licenciements collectifs d'ordre économique" (titre 3), des indemnités telles que l'ouvrier qui retrouve un travail avec un salaire plus faible, ne conserve que le 1er mois le même salaire qu'avant, tandis que le 4e mois il n'a plus que 20 % de la différence, et ensuite plus rien du tout sur la différence ; pour bénéficier de ce "résultat des longues luttes pour l'emploi".

DES PROPOSITIONS POUR MIEUX ORGANISER LE VOLANT DE CHOMAGE



encore faut-il avoir une perte de salaire d'au moins 10 %, et travailler dans la même entreprise depuis plus de 2 ans. Mais pour les révisos, les licenciements en masse, du simple fait qu'ils y apportent leur caution, cessent d'être "arbitraires"...

UN APPUI AUX CONCENTRATIONS, FUSIONS CAPITALISTES QUI ENGENDRENT LE CHOMAGE

Sans doute, diront encore révisos et sociaux, il ne s'agit ici que de "l'immédiat" et, en effet, leur programme trace de larges perspectives d'avenir : pour l'avenir, on ne parle pas de supprimer les licenciements, mais il est question de "résorption du chômage". Pour atteindre cet objectif, un moyen essentiel envisagé est "la nouvelle politique de restructuration et de développement de l'économie" et "les investissements nouveaux qu'elle entraînera" (p. 56). Pour préciser ce que sera cette "nouvelle politique", le programme qui présente les nationalisations comme "un instrument déterminant du programme démocratique", indique : "le secteur public et nationalisé jouera un rôle de 1er plan dans la mise en œuvre de la politique industrielle. Il permettra d'orienter la production, d'opérer les conversions nécessaires, de renforcer et d'adopter les structures industrielles pour... faire face à la compétition internationale... Le gouvernement stimulera le rendement économique et social des entreprises, en cherchant partout où cela est souhaitable, à instaurer une saine compétition".

Faire face à la compétition internationale, c'est-à-dire mettre le capitalisme français en bonne position face à la concurrence internationale, voilà qui préoccupe au 1er chef le PC et le PS, voilà qui explique qu'ils se refusent dès aujourd'hui à combattre les licenciements, les fermetures d'usines. En avançant le mot d'ordre "pas de licenciements sans reclassements", partis de "gauche" et syndicats admettent tout à fait les fusions, les concentrations, les restructurations qui sont la cause des licenciements, et globalement des

réductions de personnel obtenues par divers moyens (arrêt de l'embauche dans le même temps où se produisent des départs à la retraite, des départs dits "volontaires", etc...)

ILS SONT D'ACCORD AVEC LES LICENCIEMENTS...

En novembre 71, devant 10.000 travailleurs rassemblés à Hayange, en Lorraine, pour manifester contre les 12.000 licenciements en 5 ans chez Wendel Sidelor, les révisos lançaient le mot d'ordre : "pas de fermetures sans nouvelles usines", admettant ainsi la logique capitaliste, acceptant que le monopole de l'acier se restructure, guidé par la recherche du profit maximum ; ils mettaient comme seule "condition" que d'autres capitalistes viennent s'installer. Dans l'accord de février 69 déjà cité, signé par la CGT, il est dit clairement (préambule du paragraphe 3) : "les fusions, les concentrations, les restructurations, visent à augmenter la compétitivité des entreprises" et (article 14) : "Si une opération de fusion, concentration, ou restructuration conduit à réduire les effectifs, cette réduction doit être atteinte dans toute la mesure du possible (!) par le jeu des départs naturels ou volontaires" (!). Au fait, Seguy pourrait-il nous dire ce qu'il y a de "volontaire" dans les départs, lorsqu'il s'agit de non-renouvellement de la carte de travail pour des travailleurs étrangers, de brimades ou de changements de boulot pour un poste plus dur, de menaces de licenciement du jour au lendemain, toutes choses qui poussent l'ouvrier à prendre les devants...

DEJA QUAND ILS ETAIENT MINISTRES...

Oui, mais, diront révisos et sociaux, s'ils deviennent ministres, "la vie sera changée". Le renforcement de la compétitivité des entreprises "servira aussi les travailleurs", leur procurera des emplois, et, pour le prouver, le P" C" F, par la plume de François Billoux rappelle (dans "Quand nous étions ministres") l'époque de 44 à 47 où P" C" et PS se faisaient au gouverne-

ment les gérants loyaux du capital. Billoux parle notamment du "statut du mineur" présenté par les révisos comme "un des grands acquis de la classe ouvrière", mais il oublie seulement de signaler "un détail" : selon le "statut du mineur", "les agents titulaires peuvent être licenciés pour les motifs suivants :

- réduction du nombre d'emplois provoquée soit par des nécessités économiques, soit par des modifications d'exploitation
- inaptitudes physiques à l'emploi
- insuffisance professionnelle".

En mettant au point ce règlement, Marcel Paul, et Ambroise Croizat ministres "communistes" de l'époque ont ainsi reconnu le droit pour les Houillères, qui ne s'en sont pas privés, de jeter sur le pavé les travailleurs au nom de la rentabilité capitaliste.

MIEUX SOUMETTRE LA REPARTITION DES TRAVAILLEURS AUX EXIGENCES DU CAPITAL AVEC "L'AGENCE POUR L'EMPLOI"

La politique économique pas tellement "nouvelle" proposée par le PS et le P" C" ne peut qu'accroître le nombre de chômeurs et renforcer la mobilité de la main-d'œuvre au plus grand profit du capital. Lorsque le programme commun propose (p. 56) parmi les "solutions" : l'agence nationale pour l'emploi, qui "aura la responsabilité et le contrôle exclusif du placement des salariés à la recherche d'un emploi... et prendra en charge l'activité des entreprises de travail temporaire", il s'agit de perfectionner un moyen d'organiser la mobilité de l'emploi. L'agence pour l'emploi devient pour le PS et le P" C" l'instrument privilégié, en vue de répartir la main-d'œuvre dans les différentes régions, au gré des besoins des capitalistes, de leurs implantations nouvelles, ou de leurs fermetures d'usines.

TRAVAIL TEMPORAIRE

Notons au passage qu'il n'est pas question de fermer la porte des entreprises de travail temporaire du type BIS, MANPOWER etc... Il s'agit seulement que l'Etat aussi "prenne en charge" cette activité, mais là n'est pas le fond du problème, car l'intérêt fondamental pour la bourgeoisie dans le travail temporaire (qui ne se limite d'ailleurs pas à l'activité des officines privées) n'est pas le profit réalisé par celles-ci (une part de plus value concédée par les patrons de l'industrie). L'intérêt pour la bourgeoisie c'est avant tout de disposer d'une main-d'œuvre qui peut être employée et rejetée à volonté, selon les plans de restructuration et les à-coups de la production capitaliste, que le "fournisseur" s'appelle BIS ou AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI ne change rien pour les travailleurs.

Sur l'utilisation du travail temporaire par le capital, les révisionnistes sont d'accord quant au fond, eux qui au nom de la CGT signaient en octobre 69 un accord avec MANPOWER qui a inspiré pour l'essentiel la loi du gouvernement Chaban-Delmas en janvier 72, légalisant le développement du travail temporaire, eux qui déclaraient

aux représentants du "Fond National de l'emploi" : "le travail temporaire correspond à un besoin de l'économie moderne (pour ne pas dire capitaliste ! NDLR) : concentration, rationalisation, productivité, nécessité d'assurer la rotation d'un certain nombre de services..."

CONTRE LES TRAVAILLEURS ETRANGERS

Quant à l'autre forme de travail temporaire, dont sont victimes surtout les ouvriers immigrés : les contrats de courte durée (6 mois, 1 an) pas un mot dans le programme commun. Ce qui ne veut pas dire que PS et P" C" n'ont pas "pensé" aux immigrés, il y a tout de même une phrase : "le plan prévoira le nombre de travailleurs immigrés accueillis (!) chaque année afin de définir les mesures économiques et sociales à prendre" (p. 56). Les demandes "à la carte" pour les patrons, telles que les prévoient PS et P" C", ce n'est rien d'autre que le contrôle de l'immigration voulu par la bourgeoisie elle-même, pour faire venir ou renvoyer chez eux les immigrés selon les besoins du capitalisme français (cette politique avec le décret de Fontanet a été examiné dans "Front Rouge" n° 38).

MEME DEMAGOGIE QUE LES AUTRES PARTIS BOURGEOIS

Mieux organiser le chômage, tel est le fin mot de ces mesures préconisées par le programme commun du PS et du P" C" et déjà mises en œuvre avec leur participation. Depuis l'accord sur l'emploi de 69, la CGT et les autres syndicats participent à des commissions paritaires avec le patronat, par branches industrielles au niveau national, interprofessionnelles au niveau régional. L'accord proclame (paragraphe 3 du préambule) que ces commissions permettront "à toutes les parties intéressées de progresser dans la connaissance des problèmes de l'emploi et partant de faciliter la solution des difficultés que peuvent rencontrer les travailleurs". Ici, le capitalisme n'est nullement mis en cause, il n'y aurait qu'un problème d'organisation à améliorer, ainsi en va-t-il de la formation professionnelle qui est une des attributions des "commissions paritaires", et dont le développement est présenté par le programme commun comme un des moyens privilégiés pour "résorber le chômage" car "les relations entre l'école et l'entreprise permettront d'améliorer les conditions d'entrée des jeunes dans la vie active". Le P" C" et le PS qui ne remettent pas en cause l'Etat bourgeois, support essentiel de l'économie capitaliste, reprennent ici l'argument démagogique de la bourgeoisie selon lequel le chômage serait dû à un décalage entre la nature des emplois (qualifiés) et celle des demandes (sans qualifications), et qu'il peut être éliminé en envoyant des dizaines de milliers d'ouvriers en stage de formation, alors même que les jeunes qualifiés qui sortent de FPA ou de centres d'apprentissage, se retrouvent très souvent O.S. sur une chaîne ou plus simplement sans travail.

soutenons les luttes des peuples indochinois

suite de la page 1

LA NATURE DE LEUR SOUTIEN AU PEUPLE VIETNAMAIEN, LES RÉVISIONNISTES DU P.C.F. L'ONT CLAIREMENT EXPRIMÉ QUAND ILS ONT REDIGÉ LEUR PROGRAMME DE GOUVERNEMENT AVEC LEUR COMPÈRE MITTERAND. PAS UN MOT SUR LA RECONNAISSANCE DU GRP, ALORS QUE L'ÉTAT SIONISTE D'ISRAËL, TÊTE DE PONT DE L'IMPERIALISME AU MOYEN ORIENT, EST RECONNU !

Indochine. C'est ce que nous, marxistes-léninistes, disons depuis toujours, et la victorieuse offensive des FAPL ne fait que le confirmer. Chaque jour apporte de nouvelles pertes pour l'armée US et son officine saïgonnaise, malgré une puissance militaire extraordinaire l'US army n'arrive pas à stopper l'offensive. De plus en plus les masses se convainquent que le FNL et les FAPL ont les moyens politiques et militaires de vaincre l'impérialisme US.

Les révisionnistes déforment systématiquement la réalité de ce rapport de forces. C'est "le progrès humain affrontant la barbarie technologique" comme ils disent dans un de leurs tracts. Dans toute leur propagande, il y a d'un côté, un impérialisme US d'une barbarie jamais atteinte... mais aussi d'une puissance pratiquement invincible. En face un peuple vietnamien qui résiste courageusement et héroïquement et qui force l'admiration... mais aussi l'inquiétude. Car dans leur vision, le peuple vietnamien ne peut pas remporter de victoire politique et militaire décisive. Même s'ils parlent de guerre du peuple ils n'en reconnaissent pas l'invincibilité. Le mot d'ordre pour la manifestation du 15 octobre est : "Pas une minute à perdre" et le 17 avril, en pleine offensive, Jean Emile Vidal expliquait déjà dans l'huma, ce que cela veut dire : Pour arrêter, avant qu'il ne soit trop tard les forfaits dont l'impérialisme américain se rend coupable, il n'y a pas une minute à perdre". Avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire avant que l'impérialisme US n'écrase le peuple vietnamien. Voilà bien la possibilité qu'envisagent les révisionnistes, c'est même celle qui détermine toute leur attitude par rapport à la lutte du peuple vietnamien.

UN INSTRUMENT DE PLUS AU SERVICE DE L'UNION POPULAIRE

En réalité, la politique vietnamienne du P.C.F. est subordonnée à ses objectifs révisionnistes en France : détourner le prolétariat français de la révolution. S'apitoyer sur la lutte du peuple vietnamien, voire même l'admirer, mais nier son caractère invincible, c'est dans l'esprit des révisionnistes, cacher tout ce que cette lutte a d'exemplaire.

En effet insister sur ce caractère invincible, ce serait dévoiler les conditions de cette victoire, la lutte armée, et avouer au prolétariat de France que l'impérialisme US se défend jusqu'au bout par la force, par l'intermédiaire de son armée et de l'appareil de coercition qu'il a installé au Vietnam : le prolétariat pourrait comprendre qu'il en sera de même pour l'impérialisme français. Et puis si le peuple vietnamien pouvait vaincre par les

armes l'impérialisme US, pourquoi le prolétariat français ne pourrait-il pas vaincre par les armes l'impérialisme US... Mais il ne faut surtout pas laisser entrevoir cette possibilité aux ouvriers français : ils se demanderaient alors à quoi sert la voie parlementaire, et la démocratie avancée.

Alors pourquoi donc le P.C.F. développe-t-il un large mouvement de soutien aux peuples d'Indochine ? C'est qu'ils ne peuvent cacher que la lutte du peuple vietnamien est dirigée par un parti communiste vers la victoire et est exemplaire, aussi soulève-t-elle l'enthousiasme du peuple français, et particulièrement de sa jeunesse. Il leur faut donc utiliser cet enthousiasme, le canaliser sur la voie de garage du Programme commun. C'est le rôle des manifestations comme celle du 15 octobre, et c'est pourquoi nous devons y

intervenir pour y démasquer la manœuvre révisionniste et y montrer la voie d'un juste soutien au peuple vietnamien.

"Une paix réelle et durable ne peut être obtenue que par la lutte pour l'indépendance et la liberté, elle ne peut être que le résultat d'une victoire sur l'agression. Toute illusion, tout compromis relatifs à ces problèmes extrêmement importants sont très dangereux", disait Pham Van Dong lors du 27^e anniversaire de la RDV. Les révisionnistes entretiennent en plein dans ces "illusions" et ces "compromis". C'est à nous, marxistes-léninistes, de prendre l'initiative d'un véritable soutien du prolétariat français au peuple vietnamien, le soutien de classe qu'exige le combat commun pour la destruction de notre ennemi commun : l'impérialisme.

- fnl vaincra
- funk vaincra
- pathet lao vaincra
- vietnam, laos, cambodge, victoire de la guerre du peuple
- vive le parti des travailleurs du vietnam
- yankees nazis, hors d'indochine
- à bas la clique us-thieu
- vive la chine rouge, grand arrière des peuples d'indochine
- nixon assassin, pompidou complice, à bas l'impérialisme
- nixon, lon-nol assassins, brejnev complice

La lutte du peuple vietnamien, celle des trois peuples d'Indochine, rencontre un large écho en France, une large sympathie auprès de la classe exploitée, auprès des couches de la jeunesse. Les victoires remportées les armes à la main par le peuple d'Indochine, les défaites successives de l'impérialisme US, malgré le recours à des crimes de plus en plus barbares, voilà les raisons essentielles de cette sympathie.

Révissionnistes et trotskistes l'ont bien compris qui, jouant à fond les rôles que leur a dévolus la bourgeoisie, cherchent par tous les moyens à dévoyer cette sympathie : masquant comment la lutte du peuple vietnamien est partie intégrante de la révolution mondiale, cachant le rôle décisif de la lutte armée dans les victoires des peuples d'Indochine, taisant le lien entre la révolution en France et la lutte des peuples d'Indochine.

Si ces ennemis de la Révolution ont pu s'arranger le "monopole" des interventions sur le Vietnam et ainsi entraîner tout ce potentiel de sympathie sur une ligne de soutien fictif à la lutte du peuple vietnamien, c'est essentiellement dû à l'absence de travail marxiste-léniniste poursuivi de manière prolongée et conséquente sur cette question de l'Indochine depuis plusieurs années.

Malgré cela, aujourd'hui la sympathie rencontrée par la lutte du peuple vietnamien est une condition objective pour rallier et organiser des groupes assez importants des masses sur un juste soutien au Vietnam. Il s'agit de s'en emparer, d'enfin saper le rôle de dévoyeur des révisionnistes et des trotskistes à l'égard de la classe ouvrière, à l'égard de la jeunesse. Cela demande :

— de faire preuve d'initiatives multiples pour propager, organiser sur cette question de l'Indochine. Le matériel édité en français par la R.D.V. ou le G.R.P., les exemples positifs du travail sur le Vietnam avant mai 68, doivent servir à lancer de nouvelles initiatives, des premières expériences révolutionnaires.

— de réaliser dans tous les cas où cela est possible l'unité des marxistes-léninistes, pour organiser en commun ces initiatives : manifestations communes sur des mots d'ordre unifiés, meetings communs, ripostes communes aux entreprises trotskistes et révisionnistes... L'unité d'action est aujourd'hui une possibilité, et une condition pour qu'avance l'unité des marxistes-léninistes ; réalisée correctement, elle permet aussi une large diffusion du point de vue marxiste-léniniste dans les masses.

INTENSIFIONS NOTRE SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES INDOCHINOIS

Dijon :	300 F
Fos S/Mer-Martigues :	100 F
Macón :	200 F
Villefranche :	215 F
Saumur :	20 F
Lyon :	745 F
	250 F
	100 F
	50 F
	50 F
Marseille :	150 F
Dunkerque :	100 F
Strasbourg :	20 F
Paris :	60 F
Total :	2 360 F

3 millions avant la fin de l'année

Nous publions la souscription du 20/9 au 5/10, la première entrant dans la campagne pour les 3 Millions avant la fin de l'année.

De nombreux lecteurs et sympathisants se sont mobilisés pour atteindre cet objectif, ont pris des initiatives, soit pour augmenter leur souscription précédente, soit pour démarrer une souscription.

Pour atteindre les 3 millions, cet effort doit être poursuivi et amplifié.

Afin d'avancer dans cette voie Front Rouge demande à ceux qui ont répondu à son appel financier d'envoyer au journal de courts articles expliquant comment ils s'y prennent, les difficultés rencontrées.

Front Rouge publiera les initiatives les meilleures, celles qui pourront être généralisées afin d'étendre à tous ses lecteurs l'effort engagé : condition indispensable pour atteindre notre objectif.

CAMARADES, EN AVANT POUR LES 3 MILLIONS !

en vente les brochures front rouge

- * contre le spontanéisme 2 f
 - * les OS face à l'intensification du travail 2 f
 - * la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f
- ajouter 0,50 par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonné(e) d'1 an : cocher la somme choisie

NOM
PRENOM
ADRESSE

50 f.

100 f.

200 f.

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

paris :

attentat sioniste contre la librairie "palestine"

Dans la nuit de 3 au 4 octobre, les terroristes sionistes de l'organisation fasciste Massada ont plastiqué la Librairie Palestine. Ils ont signé leur attentat : "A la terreur anti-sémite répondra la terreur Juive". Une fois de plus, ils ont utilisé la confusion soigneusement entretenue non seulement par eux, mais par toute la bourgeoisie entre anti-sémitisme et antisémitisme : entre les anti-sémites qui, tels les nazis, prétendent que les gens de religion juive sont des races inférieures et les massacrèrent, et les anti-sionistes qui luttent contre ceux qui, au nom de la religion juive, veulent étendre, au détriment du peuple palestinien et des autres peuples arabes, la domination de l'Etat fasciste d'Israël créé de toutes pièces par l'impérialisme US. Les terroristes sionistes se sont attaqués à une Librairie qui diffuse les textes de la Résistance palestinienne et tous les textes anti-impérialistes des peuples du monde en lutte et les textes socialistes, ils ne se sont donc pas attaqués à une librairie anti-sémite mais à une librairie anti-impérialiste. Les fascistes sionistes,

En Allemagne Fédérale, le gouvernement, après avoir envoyé ses flics tuer les feddayins et leurs otages à Munich, continue d'apporter ouvertement son aide à la campagne terroriste sioniste. A l'exploitation féroce et permanente des travailleurs palestiniens chassés de leur pays par les sionistes et obligés d'émigrer pour ne pas mourir de faim, il ajoute depuis Munich une répression encore accrue : perquisitions, arrestations, expulsions et dissolution de 2 organisations palestiniennes : l'Union Générale des étudiants Palestiniens (GUPS), l'Union Générale des travailleurs palestiniens (GUPA), 10 responsables de ces organisations viennent d'être officiellement refoulés.

Doit-on en conclure que, en France, le gouvernement ne décidant pas de telles mesures, est favorable aux peuples arabes ? L'impérialisme français, comme l'impérialisme allemand tire une large part de ses profits de l'exploitation des travailleurs arabes. Il exerce aussi une répression dure contre tous les travailleurs arabes, chaque fois



7 palestiniens (dont des enfants) dans cette voiture écrasée de sang froid par un char israélien.

qui n'en sont pas à leur première agression en France, avaient envoyé les commandos du Betar en décembre 69 contre un meeting de soutien à la Résistance Palestinienne à Censier (Paris). Ils avaient blessé grièvement 4 militants ; ces militants étaient des juifs anti-sionistes ! Les choses sont claires : c'est le soutien à la Résistance Palestinienne et par là, à toute lutte anti-impérialiste qui est visée.

La presse bourgeoise s'est empressée de rapporter les "vives réactions d'indignation" de Tel Aviv. Ce n'est qu'une sinistre comédie ! Premièrement, c'est le gouvernement sioniste lui-même qui, au lendemain de Munich, par le biais de son porte parole militaire à la radio, a invité publiquement les juifs du monde entier à attaquer les militants arabes, ceux qui les soutiennent et leur donnent asile. Deuxièmement, il donne lui-même l'exemple en pratiquant le terrorisme quotidien en Palestine occupée, en envoyant ses commandos opérer d'abominables massacres comme au Liban récemment (voir FR. n° 38). Son appel a été largement entendu, son exemple suivi, c'est ce qu'il voulait, ses condamnations ne sont que des simagrées.

que sa domination impérialiste est attaquée (campagne terroriste d'assassinats contre les travailleurs algériens au moment de l'affaire du pétrole algérien) et contre tous ceux qui luttent contre l'impérialisme. Les militants des comités de soutien à la Résistance Palestinienne qui propagent parmi les travailleurs arabes des idées révolutionnaires sont des cibles de choix. Le pouvoir a menacé d'expulsion des militants arabes de ces Comités à Lyon, à Lille, à Marseille, et Paris, l'an dernier. Face à la riposte décisive des militants anti-impérialistes (manifestations, grèves des facultés à Lille contre l'expulsion d'un militant étudiant palestinien), le pouvoir avait dû reculer.

C'est une riposte du même type que nous devons préparer. Par son assimilation entre antisémitisme et anti-sémitisme, la bourgeoisie entretient actuellement un climat favorable au développement de telles campagnes. Elle s'est d'ailleurs donnée un atout supplémentaire : une loi dite anti-raciste qui, sous prétexte de "dissoudre toute association poursuivant un but d'incitation à la discrimination qu'elle soit raciale, nationale ou religieuse" peut l'aider à réprimer ceux qui soutiennent la lutte anti-impérialiste du peuple palestinien.

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France	Etranger
Pli normal	1 an 20 F 6 mois 10 F	1 an 40 F 6 mois 20 F
Pli fermé	1 an 70 F 6 mois 35 F	1 an 100 F 6 mois 50 F

abonnement d'essai : 3 mois : 5 f